

Intervention 70.14 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour l'entretien durable des infrastructures agro-écologiques en hexagone

Notice de la mesure « Entretien durable des infrastructures agro-écologiques – Ligneux »

HF_CMOB_IAE1

Territoire « PNR des Caps et Marais d'Opale - enjeu biodiversité »

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale

BP22, 62142 Le Wast

Emilie Lacour - mission agriculture durable

Tél : 03 21 38 92 18 Port : 06 08 68 27 21

Mail : ELacour@parc-opale.fr

Sophie Quennesson - mission agro-écologie

Tél : 06 31 81 75 28

Mail : SQuennesson@parc-opale.fr

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'assurer un entretien des éléments ligneux (haies, arbres isolés ou en alignement, ripisylve ou bosquet) localisés de manière favorable au regard des enjeux environnementaux du territoire, et qui sont compatibles avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien est fonction du type d'élément présent et permet d'en assurer une gestion pertinente, dans l'objectif du renouvellement et de la pérennité de ces infrastructures.

2 MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 800 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies par les cofinanceurs nationaux en cas de restriction budgétaire.

3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux éléments engagés

Tous les éléments engagés sont déclarés à la PAC l'année de l'engagement de la MAEC.

Les ligneux éligibles ont plus de 3 ans : au cours du contrat, les éléments engagés pourront bénéficier :

- soit d'une taille de formation, pour les ligneux de 4 à 10 ans,
- soit de modalités d'entretien définies dans le plan de gestion (recépage, élagage ou étêtage, selon la nature de l'élément), pour les ligneux déjà formés (paragraphe 6).

Les ligneux préalablement déjà recépés, élagués ou étêtés pourront être engagés dans la MAEC à condition que le renouvellement de ces opérations de gestion soit justifiées dans le plan de gestion.

Pour les haies comme pour les arbres, l'agriculteur doit maîtriser la gestion de l'ensemble de l'élément engagé. En cas de prise en charge de la gestion par un tiers (syndicat de gestion de SAGE, collectivités le long des voiries...), l'engagement n'est pas possible.

Les éléments éligibles sont les suivants :

- **Haies**

Une haie est une unité linéaire de végétation ligneuse avec présence d'arbres et/ou arbustes et/ou d'autres ligneux (ronces, genêts, etc). Elle peut être implantée à plat, sur talus, sur creux.

Les linéaires composés uniquement de ronces ne sont pas éligibles à la mesure.

Les haies seront situées en bordure ou au sein de prairies ou de culture, en bordure de cours d'eau ou auront un rôle d'intégration paysagère des bâtiments agricoles.

Les haies pourront être associées avec des arbres de haut jet et/ou des arbres têtards.

Les haies devront être composées d'essences locales : les essences éligibles sur le territoire sont les suivantes :

Espèces arbustives et arborescentes locales pouvant composer une haie:

Acer campestre Érable champêtre
 Acer platanoides Érable plane
 Acer pseudoplatanus Érable sycomore
 Alnus glutinosa Aulne glutineux
 Betula pendula Bouleau verruqueux
 Betula pubescens Bouleau pubescent
 Carpinus betulus Charme commun
 Castanea sativa Châtaignier commun
 Cornus sanguinea Cornouiller sanguin
 Corylus avellana Noisetier commun
 Crataegus laevigata Aubépine à deux styles
 Crataegus monogyna Aubépine à un style
 Euonymus europaeus Fusain d'Europe
 Fagus sylvatica Hêtre commun
 Frangula alnus Bourdaine commune

Fraxinus excelsior Frêne commun
Hippophae rhamnoides Argousier faux-nerprun
Ilex aquifolium Houx commun
Juglans regia Noyer commun
Ligustrum vulgare Troène commun
Malus sylvestris Pommier sauvage
Mespilus germanica Néflier d'Allemagne
Populus tremula Peuplier tremble
Prunus avium Prunier merisier
Prunus spinosa Prunier épineux
Quercus petraea Chêne sessile
Quercus robur Chêne pédonculé
Rhamnus cathartica Nerprun purgatif
Ribes nigrum Groseillier noir
Ribes rubrum Groseillier rouge
Ribes uva-crispa Groseillier épineux
Robinia pseudoacacia Robinier faux acacia
Salix alba Saule blanc
Salix atrocinerea Saule roux
Salix caprea Saule marsault
Salix cinerea Saule cendré
Salix triandra Saule à trois étamines
Salix viminalis Saule des vanniers
Sambucus nigra Sureau noir
Sambucus racemosa Sureau à grappes
Sorbus aria Sorbier alouchier
Sorbus aucuparia Sorbier des oiseleurs
Tilia cordata Tilleul à petites feuilles
Tilia platyphyllos Tilleul à larges feuilles
Ulex europaeus Ajonc d'Europe
Ulmus glabra Orme des montagnes
Ulmus laevis Orme lisse
Ulmus minor Orme champêtre
Viburnum lantana Viorne lantane
Viburnum opulus Viorne obier

Liste indicative non exhaustive d'autre ligneux (semi-ligneux):

Cytisus scoparius Genêt à balais
Clematis vitalba Clématite des haies
Hedera helix Lierre grimpant
Lonicera periclymenum Chèvrefeuille des bois
Rosa canina Eglantier
Rubus sp. Ronces

- **Arbres :**

Vous pouvez engager dans cette mesure les arbres conduits en forme têtard et les arbres de haut jet, situés en surface prairiale, culturale et rivulaire (bord de fossé, de cours d'eau, de mares) de votre exploitation.

Les essences éligibles pour les arbres conduits en forme têtard sont les suivantes :

Érable champêtre
Aulne glutineux
Charme commun
Châtaignier commun
Hêtre commun
Frêne commun
Peuplier noir
Peuplier tremble
Chêne sessile
Chêne pédonculé
Saule blanc
Saule marsault
Tilleul à petites feuilles
Tilleul à larges feuilles

Les essences éligibles pour les arbres de haut jet sont les suivantes :

Érable champêtre
Érable plane
Érable sycomore
Aulne glutineux
Bouleau verruqueux
Bouleau pubescent
Charme commun
Châtaignier commun
Hêtre commun
Frêne commun
Noyer commun
Peuplier tremble
Prunier merisier
Chêne sessile
Chêne pédonculé
Robinier faux acacia
Saule blanc
Sorbier alouchier
Sorbier des oiseleurs

Tilleul à petites feuilles
Tilleul à larges feuilles

4 CRITÈRES D'ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque élément, avoir au moins une partie présente dans le PAEC ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Ce diagnostic doit notamment permettre de définir la localisation pertinente des infrastructures agro-écologiques. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
- ✓ Faire établir un plan de gestion sur la base du diagnostic d'exploitation. Le plan de gestion doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**

Obligations du cahier des charges	Période d'application	Modalités de contrôle	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2025	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
Mettre en œuvre le plan de gestion sur 90 % des éléments engagés.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 5 %), d'importance égale à 1.
Respecter l'interdiction de fertilisation azotée.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les éléments engagés.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
<p>Enregistrer les interventions sur tous les éléments engagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Type d'intervention (localisation, date, outils) ; ➤ Fertilisation azotée des surfaces (dates, produits, quantités) ; ➤ Traitements phytosanitaires (dates, produits, quantités). <p>ATTENTION : Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.

¹ Se référer à la notice télépac MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

7 PRÉCISIONS

7.1 Formation

L'exploitant devra suivre au moins une formation qui permette de respecter l'obligation pour cette MAEC. La formation devra être en lien avec l'enjeu visé par la mesure et soumis à la validation de l'opérateur. Il ne sera pas nécessaire de suivre une formation par MAEC. A l'issue de la formation, l'organisme de formation délivrera une attestation de présence individuelle.

Exemples de formations pouvant être suivies par l'agriculteur :

- formation sur la flore des zones humides par le FMA
- temps collectifs d'échanges et de retours d'expérience entre éleveurs, sur la valorisation du pâturage dans le cadre du dispositif Pâtur'ajuste, animé par le Parc et la Chambre d'agriculture,
- temps collectifs sur la sécurisation des stocks fourragers et la valorisation de l'herbe, par le Parc et la Chambre d'agriculture
- temps collectifs sur les pratiques de lutte contre les ruissellements et l'érosion des sols par le Parc et la Chambre d'agriculture
- tours de plaine sur l'élevage ou les grandes cultures bio par BHDF (ouverts aux agriculteurs bio et non bio)
- temps d'échanges collectifs entre éleveurs et retours d'expérience, spécifiquement sur les pelouses des coteaux calcaires, par le CEN : à l'échelle régionale ou à programmer à l'échelle du département 62.
- formations/initiation sur la faune et flore des pelouses ou l'identification d'espèces indicatrices, par le CEN
- formations issues du catalogue de la Chambre d'agriculture

Le catalogue sera précisé et complété selon les engagements constatés sur le territoire en 2023-2024.

7.2 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écorégime.